

SOCIAL

La CGT appelle à une mobilisation exceptionnelle face à la crise du logement



Les responsables de la CGT Logement.

Dans le cadre de la campagne nationale en faveur du logement, Laurent Mestdagh, secrétaire local et départemental du syndicat CGT Logement, a réuni les responsables syndicaux du secteur au local de la cellule du quartier Damrémont.

Outre la défense de leur statut, les syndicalistes dénoncent ce qu'ils jugent être une attaque en règle du gouvernement envers l'ensemble des usagers et des locataires. Selon eux, depuis la loi Boutin, adoptée le 19 février 2007, le service public de l'habitat est remplacé par un service privé, les fonctionnaires n'étant plus remplacés afin de réaliser des économies pour le nouveau secteur privé, non plus basé sur l'intérêt collectif mais sur le profit. Serge Rabineau, membre du collec-

tif national du logement, a dénoncé la situation et préconise un seul mot d'ordre, à savoir l'abrogation de la loi Boutin.

Davantage de logements sociaux

La baisse du budget national du logement (-7 % en 2009), la suppression des lignes de financement des réhabilitations, la baisse de l'APL, le hold-up caractérisé sur les fonds du 1 % logement... sont en train d'étrangler le processus du logement locatif et mettent en péril les locataires et les bailleurs.

La CGT propose le développement de la production de logements sociaux et l'application de la loi qui oblige les communes à disposer d'au moins 20 % de ce type de logements.

Le maintien du 1 % logement, la défense du principe de mixité sociale, le libre choix entre la location ou l'accession à la propriété, réorienter l'aide à la personne par l'aide à la pierre pour les nouvelles opérations de construction (qui produirait une baisse de 30 % des loyers)... sont les mesures à mettre en place dans l'urgence.

Des agents sous statut public et non privé !

En conclusion, le rétablissement d'un service public avec des agents sous statut public reste une principale revendication des syndicalistes CGT, une légitime situation d'égalité pour les locataires et les agents. Six mille tracts ont été distribués dans l'agglomération afin d'aboutir à un front commun de revendication. ■